NPA RÉVOLUTIONNAIRES

Démocratie révolutionnaire

Pour une refondation démocratique du mouvement révolutionnaire

Pour nous contacter : contacts@npa-dr.org

Lettre n° 456 du 20 novembre 2026

- **Pour une politique unitaire du mouvement révolutionnaire dans le mouvement du 17 octobre et la campagne présidentielle** - *Démocratie révolutionnaire*
- **La révolte de la jeunesse et la lutte de classe s'invitent dans leur campagne électorale - La déroute de Macron, symptôme de la déroute du capital - C'est la révolution qui est en marche ! -** *D.R.*

Pour une politique unitaire du mouvement révolutionnaire dans le mouvement du 17 octobre et la campagne présidentielle

La journée du 17 octobre et ses suites dont le 5 novembre constituent un tournant politique, les débuts d'un mouvement qui s'inscrit dans la durée, l'affrontement entre deux classes aux intérêts irréconciliables, le capital et le travail.

Nous ne connaissons pas les étapes à venir mais nous en connaissons le moteur, la tension du rapport entre les classes, une rupture avec la logique des défaites pour engager un affrontement de classes qui pose de fait la question du parti et du pouvoir dans des termes nouveaux.

La perspective d'une révolution pour en finir avec la domination d'une classe minoritaire et parasite, qui ruine la société et menace l'avenir de l'humanité, est à l'ordre du jour et prend un tour plus concret.

L'offensive policière, le climat de guerre civile créé par le pouvoir, la propagande contre les casseurs, les calomnies contre le mouvement, LFI et l'extrême gauche, la campagne raciste et xénophobe qui les accompagne, orchestrée par Macron-Lecornu-Le Pen, montrent la détermination de la bourgeoisie et de son État à ne rien céder.

Pour la bourgeoisie il ne peut être question de revoir sa feuille de route.

L'exacerbation de la concurrence mondialisée et militarisée combinée à la crise d'accumulation du capital à son stade dit tardif engendre une polycrise qui en réalité n'est qu'une seule et même crise, la marche à la faillite du mode de production capitaliste.

Elle s'accompagne d'une crise de domination de la bourgeoisie qui met à nu la nature de l'État, « *les bandes armées du capital* », forces policière et militaire dont la fonction est de protéger la propriété privée capitaliste et de défendre les intérêts de sa bourgeoisie face à ses rivales dans leur guerre pour l'appropriation des richesses.

La révolte des jeunes et l'entrée dans la mobilisation d'une fraction du monde du travail prend une dimension politique, la lutte contre l'austérité et la guerre prend nécessairement le contenu de la lutte contre le système, ça ne peut plus durer !

Cette dimension politique est renforcée par le fait que l'explosion sociale intervient au moment de la discussion budgétaire alors que la campagne pour l'élection présidentielle monopolise le débat.

La question sociale s'invite dans la campagne, plus largement la question de l'avenir de la société et se pose de fait la question du pouvoir, qui dirige au nom de quels intérêts ?

La bourgeoisie se sent menacée dans ses intérêts vitaux, décidée à confier le pouvoir à l'extrême-droite ainsi qu'à encourager la formation de milices à partir des groupuscules fascisants ou de commerçants prêts à l'auto-défense.

Elle n'abdique pas pour autant du dialogue social, du moins formellement, dans le simple but d'aider les bureaucraties syndicales à canaliser le mouvement tout en essayant de l'étouffer dans la campagne électorale.

La campagne abjecte qu'elle mène contre LFI et l'extrême-gauche vise à disqualifier toute idée de changement social et politique, de révolte et le soutien à la guerre génocidaire d'Israël contre le peuple palestinien.

Si Macron invite à respecter et à utiliser les élections c'est pour mieux briser le mouvement et ses soutiens.

L'organisation démocratique à la base, dans les facs et les lycées, sur les lieux de travail et les quartiers afin de se donner les moyens de discuter et de décider des suites du mouvement et de ses objectifs devient la question centrale aujourd'hui pour déjouer les manœuvres du dialogue social et aider les actrices et acteurs du mouvement à jouer pleinement et directement leur rôle sans le confier à des démagogues populistes nationalistes.

L'auto-organisation de la lutte dans les Ags, les comités de grève, les comités de mobilisation, les interpros pour mener la bataille pour construire la grève générale et faire

plier le pouvoir sur les revendications de la jeunesse, les salaires et les services publics, a un contenu politique, donner les moyens au monde du travail, à la jeunesse en lutte d'intervenir dans la campagne électorale sur des bases de classe sans se laisser déposséder de notre combat.

Le mouvement donne à la discussion « contre l'extrême-droite, révolution citoyenne par les urnes ou la lutte de classe pour le pouvoir des travailleurs » une dimension concrète et pratique, le sens et le contenu même de l'auto-organisation, la prise en main de leur lutte par les jeunes et les travailleurs, leur constitution en parti pour tout changer.

Prendre l'initiative

La situation nouvelle exige une démarche commune du mouvement révolutionnaire animée par la volonté d'intervenir ensemble dans le mouvement ainsi que dans la campagne électorale.

Au regard des enjeux, du tournant historique auquel le mouvement ouvrier est confronté, de sa dimension internationale, il serait incompréhensible que les organisations révolutionnaires ne réussissent pas à s'unir en lien avec les mobilisations et leurs actrices et acteurs pour donner au mouvement les moyens de faire irruption dans la campagne autrement que par le canal électoraliste de LFI intégré aux institutions. Cela les priverait de toute crédibilité.

Une autre voix indépendante des institutions et de l'ordre capitaliste doit pouvoir s'exprimer, unie et forte, démocratique.

C'est pourquoi le CPN décide de s'adresser à Lutte ouvrière et Révolution permanente en leur proposant de se rencontrer pour discuter de nos interventions dans les mobilisations, des perspectives ouvertes par le mouvement et de la possibilité et nécessité de coordonner notre intervention, d'unifier nos politiques ainsi que de mettre en place une campagne unitaire pour l'élection présidentielle pour porter les exigences et perspectives du mouvement et sa dimension internationaliste et révolutionnaire.

Motion soumise au vote lors de la réunion de la direction du NPA-R du 15/11/2026 et rejetée

Démocratie révolutionnaire

La révolte de la jeunesse et la lutte de classe s'invitent dans leur campagne électorale
La déroute de Macron, symptôme de la déroute du capital
C'est la révolution qui est en marche !

Le mouvement ouvrier est confronté à un tournant historique dans l'affrontement qui l'oppose à la bourgeoisie. Après des décennies de reculs, de capitulations des vieux partis issus de ses rangs, le PS et le PC, leur intégration au libéralisme, l'irruption de la jeunesse, ici et à travers le monde, la Gen.Z, le renouveau des luttes de classes, dans le contexte d'une marche à la faillite du capitalisme financiarisé mondialisé remettent à l'ordre du jour la perspective d'abolir le capitalisme, de changer le monde pour en finir avec cette société d'exploitation et d'oppression.

La révolte de la jeunesse et le mouvement de contestation qui a suivi représentent les premiers pas d'un profond soulèvement qui tend à l'abolition du capitalisme. Nul n'en connaît ni le rythme ni les étapes mais l'avenir même de la société dépend de lui.

Ainsi se créent les conditions d'une renaissance d'un mouvement ouvrier révolutionnaire qui passe par le regroupement et l'unité démocratique, à travers les mobilisations et les luttes sociales et politiques, de toutes les forces disponibles.

Il serait dans ces conditions absurde de projeter des campagnes électorales rivales entre trois organisations révolutionnaires, LO, RP et le NPA-R plutôt que de s'unir pour se faire les porte-paroles des revendications, exigences et aspirations du mouvement, voire de l'aider à se faire son propre porte-parole durant la campagne en avançant son propre programme en s'inspirant de la victoire du « parti étudiant » à l'occasion des élections législatives en Serbie.

L'heure est au regroupement. Il s'opère de fait, par en bas, au cœur des mobilisations. Il a besoin de discuter et de définir ses objectifs et les bases politiques communes autour desquelles il peut s'opérer, se renforcer pour devenir le parti des luttes et de l'émancipation des travailleur·es par eux-mêmes.

Militant·es révolutionnaires, actrices et acteurs du mouvement, nous voudrions, par ce document, contribuer à cette discussion autour de questions qui nous semblent essentielles pour définir nos perspectives.

La politique du pouvoir et de l'État leur est dictée par le capital

Le gouvernement est pris dans sa propre nasse entre la surenchère répressive et la réaction de la jeunesse, des travailleurs et des classes populaires à sa guerre sociale. Il prétend rétablir l'ordre sans être en mesure de faire le moindre geste en réponse aux revendications de la jeunesse comme des salarié·es.

Il se justifie en invoquant la fatalité de la dette, chantage mensonger du pouvoir qui sait parfaitement d'où viennent les 3600 milliards d'euros qu'elle représente, produits de décennies de politique d'assistanat au capital, aux milliardaires du CAC 40.

Le patronat, les financiers, l'État qui les sert sont engagés dans une guerre sociale, économique, militaire, politique pour défendre leurs propres intérêts, leurs profits, face à la concurrence qui oppose les capitalistes pour l'appropriation des richesses produites par les travailleur·es du monde entier.

Le crépuscule du règne de Macron signe l'approfondissement de la crise de la démocratie parlementaire bourgeoise que ce dernier prétendait résoudre. Il n'a fait que l'aggraver en se disqualifiant lui-même, président des riches, tout en disqualifiant le parlement et les partis tous soumis à la défense des intérêts de la classe dominante.

La classe dirigeante ne veut ni toucher à sa propre richesse ni renoncer à ses buts de guerre et ne peut imposer sa politique que par une politique autoritaire, policière et répressive qui promeut les forces d'extrême droite et néofascistes.

L'affrontement qui est engagé porte en lui une nouvelle révolution, ici, en Europe, au niveau international, pour en finir avec le pouvoir d'une classe dirigeante minoritaire, parasite, prédatrice et le système qui l'a produite.

Pour le capital, le budget, la dette, l'austérité ne sont pas négociables

Macron est condamné à la fuite en avant répressive, au coup de force ou à céder le pouvoir à l'extrême droite, pour la simple et bonne raison qu'il lui est impossible de faire un compromis entre le patronat, les financiers et la jeunesse, les travailleur·es et les classes populaires. Lui, comme ceux qui lui succéderont dans le cadre du système et des institutions capitalistes en sont les serviteurs de la même façon que les capitalistes eux-mêmes ne sont que les agents de la loi du profit et de la concurrence à laquelle il est impossible d'échapper si on ne la brise pas.

La dette est un des moteurs-clés du système, servant de point d'appui à tout son édifice en anticipant les profits à venir. Elle n'existe que pour financer le capital, tout en lui versant une rente.

Comme tous les moyens mis en œuvre pour sauver leur système, la dette aggrave le mal. Elle ne cesse de croître, dette éternelle impossible à rembourser, elle est un des symptômes de la crise finale du capitalisme en phase de décomposition par manque de plus-value. Elle transfère toujours plus d'argent de la poche des travailleur·es et de la population dans les coffres-forts des capitalistes sans que ces derniers soient en mesure de l'investir pour produire de nouvelles richesses et réaliser une plus-value autre que spéculative.

Ainsi, l'économie capitaliste est marquée par la menace permanente d'un krach financier. Les milieux de la finance sont eux-mêmes fébriles depuis des mois face au risque d'éclatement de la bulle spéculative sur l'IA, où des milliers de milliards sont drainés vers des sociétés comme Nvidia, Google, OpenAI et autres, dont la prospérité est entièrement basée sur la spéculation et les espoirs illusoires de profits à venir, et en même temps aussi largement financée par la dette.

La France, maillon faible de l'Union européenne, est au cœur de la tourmente.

La tyrannie du CAC40 contre les besoins élémentaires des travailleur·es et de la population

La vie chère, la misère, les taxes, le coût de l'essence et du gaz, la destruction des services publics et la répression violente de la jeunesse sont en première ligne ainsi que la marche à la guerre. Ils participent de la politique de l'État qui a pour fonction d'organiser la dévalorisation permanente de la force de travail à l'échelle globale pour tenter d'empêcher la dévalorisation, la faillite du capital, une politique sans fin qui creuse les inégalités et concentre toujours plus de richesses entre les mains d'une minorité de milliardaires parasites.

Il n'est pas possible de faire respecter nos droits et nos exigences sans remettre en cause cette logique capitaliste qui broie les vies, sans imposer l'annulation de la dette et de la rente qui lui est liée, exproprier les banques et autres

Le capitalisme sénile, un système à l'agonie

Le mois écoulé a vu surgir une colère partagée par des millions de personnes en Europe, une profonde opposition au détournement de centaines de milliards d'euros de l'éducation ou des retraites vers l'armée et la guerre par procuration contre la Russie en Ukraine dont tous les peuples de la région subissent les conséquences meurtrières et les ravages ; à la spéculation financière qui fait flamber les prix du logement et de l'énergie ; aux effets dramatiques du réchauffement climatique ; à l'austérité dictée par les marchés financiers ; et à la répression, à la promotion du néofascisme.

Cette révolte sans frontières concentre ces colères contre les méfaits de l'évolution du capitalisme mondialisé financiarisé, stade final, sénile du capitalisme. Depuis la deuxième guerre mondiale, à travers les luttes de libération nationale qui ont vu les anciens pays coloniaux comme l'Algérie conquérir leur indépendance contre les vieilles puissances coloniales et impérialistes occidentales, après l'effondrement de l'URSS, la lutte du capital pour relever son taux de profit par la mondialisation et la financiarisation a intégré l'ensemble de la planète à la production et au marché capitalistes. Les vieilles puissances capitalistes occidentales, en particulier la France, ont délocalisé systématiquement la production vers des pays à bas salaires tandis que le capital se consacrait à l'extraction de rentes,

l'inflation des actifs et le recyclage de l'épargne mondiale via le système du dollar.

Le quasi-effondrement de 2008 a brutalement démontré l'impasse de cette fuite en avant financiarisée.

Les États et les banques centrales ont sauvé le système financier mondial de la faillite à coups de milliards de dollars ou d'euros sans pour autant réussir à relancer un système à bout de souffle.

Le développement à l'échelle mondiale du capitalisme dans une course folle pour rétablir ses profits s'accompagne d'une exacerbation de la concurrence non seulement entre les grandes puissances comme les USA ou la Chine mais bien entre l'ensemble des nations capitalistes intégrées dans le marché mondial et la lutte pour l'appropriation des richesses produites par le prolétariat.

Le capitalisme a atteint ses limites historiques, limites géographiques, limites du marché, limites sociales aussi.

Plus le capital s'accroît et se concentre dans les mains d'un nombre de plus en plus restreint de milliardaires plus il a besoin de nouveaux capitaux, de nouvelles plus-values alors que les moyens de production, les machines, les moyens de transports, les nouvelles technologies ont entraîné une formidable diminution de la quantité de travail susceptible de créer cette plus-value.

L'économie mondiale est minée par la crise d'accumulation du capital et connaît une stagflation, sa stagnation est compensée par la spéculation et l'intervention des Etats qui engendrent une inflation croissante dont le prolétariat fait les frais.

La dette des États ne cesse de croître partout pour alimenter les profits au détriment de l'ensemble de la société, le productivisme capitaliste et la course à la croissance des profits pillent et ravagent la nature, l'humanité est d'ores et déjà confrontée à une catastrophe écologique. La concurrence mondialisée, dont chaque capitaliste, chaque État est prisonnier et acteur, précipite la mondialisation de la guerre impulsée par la guerre par procuration d'Ukraine menée par les vieilles puissances impérialistes occidentales pour imposer leur volonté face à l'expansionnisme du tyran Poutine et la guerre génocidaire contre le peuple palestinien menée par Israël et les USA pour maintenir leur mainmise sur le Moyen-Orient dans le cadre de leur offensive pour perpétuer leur domination mondiale révolue.

Les gouvernements exigent que les travailleur·es supportent le coût de la guerre alors même que l'oligarchie financière s'enrichit dans des proportions inimaginables.

La guerre à l'extérieur signifie la guerre contre la classe ouvrière à l'intérieur.

L'ennemi principal est dans notre propre pays.

La révolution numérique et l'IA poussent la contradiction entre propriété privée capitaliste et socialisation mondialisée de la production à ses limites extrêmes…

A en croire les milliardaires à la Musk, la révolution numérique et l'IA ouvriraient au capitalisme de nouvelles sources de profits sans limites. Elles sont l'objet d'une folle spéculation financière qui donne à la poignée de milliardaires qui la contrôlent un pouvoir dévastateur du fait de leur mainmise sur l'économie mondiale par le biais des réseaux de communication dont dépend le fonctionnement d'une grande majorité d'entreprises et de services. Du fait aussi de la guerre sans merci qu'ils se livrent entre eux dans la compétition à marche forcée pour la maîtrise du développement technologique de l'IA qui amplifie les menaces de krach financier, la destruction de l'environnement, surexploitation et licenciements, etc.

En réalité l'IA entre les mains du capital permet d'abord et avant tout un renforcement de l'exploitation des travailleur·es de plus en plus soumis à la machine sans pour autant ouvrir de nouveaux champs d'investissements productifs.

Elle accentue les contradictions du capitalisme.

Sous le fouet de la concurrence, les capitalistes investissent des centaines et milliers de milliards dans l'IA pariant sur des profits à venir, créant en réalité une gigantesque bulle spéculative qui se nourrit d'elle-même jusqu'au krach.

La révolution numérique ni ne crée de nouvelles richesses ni n'ouvre une nouvelle phase de développement du capitalisme.

Elle pourrait permettre une augmentation de la productivité, c'est-à-dire une augmentation de la plus-value que peut rapporter le capital mais uniquement dans la mesure où elle permet une dévalorisation des forces de travail à l'échelle mondiale ce qui, inévitablement, se retourne contre lui. Comme la plus-value provient de l'exploitation du travail humain, plus la machinerie exclut ce travail humain plus le capital se retrouve face à lui-même en sciant la branche sur laquelle il est assis. Il est alors contraint de se lancer dans un « enrichissement fictif » par la dette et l'expansion du capital fictif spéculatif afin d'empêcher la dévalorisation du capital.

L'IA devient un terrible instrument de guerre sociale, économique et militaire.

Loin de résoudre les contradictions du capitalisme, elle les pousse à l'extrême. Les nouvelles techniques s'opposent à la propriété privée capitaliste et à l'État qui la défend, elles ignorent les frontières et entraînent une socialisation mondiale de la production incompatible avec le pouvoir des milliardaires.

Libérée de cette mainmise par l'abolition du capital, l'IA, produit de l'intelligence humaine permettant l'utilisation de l'ensemble des connaissances, peut être est un fabuleux instrument de culture, de démocratie et de socialisation à condition que son usage soit sous le contrôle démocratique des humains.

Une nouvelle époque historique, la révolution permanente en marche
« Nous sommes la jeunesse de la révolution ! »

A travers les manifestations sont apparus les symboles des révolutions de 1789, de 1871 ou de 1968. La jeunesse révoltée assume fièrement sa continuité historique contestataire, y compris quand elle se réapproprie la Marseillaise et le drapeau bleu blanc rouge pour leur redonner un contenu révolutionnaire trahi depuis longtemps par la bourgeoisie qui a fait d'eux le symbole de son nationalisme impérialiste et réactionnaire.

Elle écrit cette continuité sans la replacer dans son contexte internationaliste, pourtant présent dans les nombreuses références du mouvement à la Commune, dans sa propre conscience aussi, mais abandonné par celles et ceux qui se veulent l'expression du mouvement, son débouché politique sur le terrain électoral et parlementaire, LFI et Mélenchon.

Ces derniers expliquent ou justifient leur politique par un prétendu bilan du marxisme qui serait un échec : « *Le parti et la classe qui devaient être les accoucheurs du socialisme par l'histoire ont donc échoué dans cette tâche* » écrivent-ils. La sentence semble sans appel ! Donc, place au peuple et à la révolution citoyenne, la révolution par les urnes et dans le respect du système et de l'ordre établi !

Comme s'il suffisait de réinventer le peuple plus de trois siècles après la révolution française pour être capable de changer le monde !

La jeunesse ne s'est finalement pas laissée tromper. Dans de nombreux cortèges elle ne s'est pas rangée derrière les drapeaux de la France Insoumise et quand bien même ceux qui peuvent voter voteront largement pour Mélenchon, ce sera sans grande illusion.

Ce ne sont pas les idées du marxisme qui ont échoué mais les rythmes de l'histoire qui ont déjoué nos espoirs pour mieux créer les conditions de leur réalisation

Malgré les combats permanents des classes opprimées, laborieuses, le capitalisme a gardé le pouvoir et la propriété des moyens de production pour la simple raison que les rapports sociaux n'étaient pas encore assez développés, mûrs pour permettre la construction d'un nouvel ordre social qui ne peut rester enfermé dans le cadre national.

Durant la longue période historique qui a suivi la révolution d'Octobre 17, le prolétariat a accompli, malgré les défaites, de nombreuses transformations économiques, sociales et démocratiques contre le capital sans qu'il parvienne à accomplir son rôle historique, la liquidation de l'exploitation, de la société de classe. Les luttes de libération nationale, les révolutions des peuples victimes du joug colonial et impérialiste, sont restées prisonnières du cadre national sans que le prolétariat désarmé par la contre-révolution stalinienne soit en mesure d'aller plus loin pour mettre en cause la domination mondiale du capital.

Mais le prolétariat a accompli une œuvre immense. Il a accompli de gigantesques progrès qui permettent aujourd'hui la réalisation pratique de la transformation révolutionnaire de la société à l'échelle mondiale.

Le prolétariat, seule force capable d'entraîner et d'unir toutes les autres

L'appel au peuple est le masque des politiques qui tournent le dos à la classe des producteurs, à la lutte de classe au profit de la lutte parlementaire et électorale.

Le terrain du soulèvement de cet automne est bien celui de la classe ouvrière qui se définit par sa place dans la production marchande sur la base du rapport d'exploitation qu'est le salariat et qui regroupe toutes celles et ceux qui n'ont d'autre choix que de vendre leur force de travail contre un salaire pour subvenir à leurs besoins.

C'est aujourd'hui la condition de 90 % de la population active en France.

Elle constitue la classe révolutionnaire parce qu'elle produit collectivement l'ensemble des richesses et assure le fonctionnement de la société tout en étant dépossédée des fruits de son travail par la classe qui possède les moyens de production, les instruments de travail (machines, outils, logiciels, bâtiments, etc.), la classe capitaliste.

Là se définit la contradiction fondamentale du capitalisme entre la production de plus en plus socialisée, aujourd'hui à l'échelle mondiale, et le caractère privé de plus en plus parasitaire de l'appropriation, contradiction qui définit le rôle révolutionnaire du prolétariat qui n'a « *rien à perdre que ses chaînes* ».

Aujourd'hui, ce dernier s'est constitué comme une classe mondialisée plus puissante que jamais, unie par son rôle vital dans la production et les échanges, seule classe capable de réorganiser la production et les échanges mondialisés afin de permettre une planification démocratique et écologique.

« *Les travailleurs n'ont pas de patrie* », l'internationalisme contre le patriotisme, le militarisme, la xénophobie et le racisme

En réalité, la découverte du peuple comme nouvelle classe révolutionnaire remet au goût du jour une idée fort peu nouvelle qui s'accouple tout naturellement avec une tout aussi vieille idée même relookée au nom de « *la nouvelle France* », le nationalisme. Les deux sont réactionnaires et s'opposent aux idées progressistes et modernes du marxisme que représente l'internationalisme.

Les travailleur·es n'ont pas de patrie, ce cri de Marx et d'Engels se manifeste dans notre vie quotidienne, dans la vie politique devenue mondiale.

La mondialisation du prolétariat représente la base matérielle, sociale de notre internationalisme. Celui-ci ne consiste pas seulement en un sentiment moral de solida-

rité internationale avec les peuples et les travailleur·es qui pourrait s'associer avec un nationalisme éculé, mais c'est l'axe politique à la base même de la stratégie du mouvement ouvrier dans sa lutte pour en finir avec la domination capitaliste. Les travailleur·es n'ont aucun intérêt commun avec les capitalistes, mais des centaines de millions d'alliés potentiels que sont les travailleur·es des autres pays.

Une des causes essentielles de la crise de la société bourgeoise vient de ce que les forces productives qu'elle a créées tendent à sortir du cadre de l'Etat national. Cette contradiction atteint aujourd'hui un paroxysme qui conduit à penser que le capitalisme est entré dans une phase de décomposition qui crée les conditions objectives et subjectives d'une révolution mondiale, lui donne toute sa force et son actualité.

Dans ce contexte historique, le caractère réactionnaire du nationalisme se renforce, idéologie bourgeoise qui nourrit xénophobie et racisme dans la défense du capital et des couches sociales privilégiées.

Le nationalisme économique, le protectionnisme, ne protège ni l'emploi ni les salaires, il est une arme des capitalistes dans leur guerre contre d'autres capitalistes et contre la classe ouvrière.

Son corollaire est le racisme sous toutes ses formes, antisémitisme ou islamophobie. Il n'est pas une simple perversion de l'esprit mais trouve ses racines dans les rapports d'exploitation et de domination qui flattent toutes les formes de discrimination pour diviser et dresser leurs victimes les unes contre les autres.

Il vise tout particulièrement les migrant·es alors que c'est le développement même du capitalisme qui pousse et contraint une fraction parmi les plus déshéritées du prolétariat à mettre en jeu sa vie pour tenter de survivre.

Oui, le racisme tue, il est l'arme de l'extrême droite et des fascistes. Le combattre, c'est combattre toute forme de nationalisme, de patriotisme au nom de la solidarité internationaliste des exploité·es et des opprimé·es.

Vive les Etats-Unis socialistes d'Europe !

Les revendications, les exigences et aspirations qui partout en Europe provoquent la révolte contre la vie chère, les services publics dégradés, l'absence d'avenir de la jeunesse, la perspective de la guerre, l'absence totale de perspectives des classes dirigeantes et l'avenir de misère et de mort qui lui sont proposées, ont les mêmes origines. Aucune ne peut être satisfaite sur une base nationale par des réformes octroyées d'en haut par les États capitalistes. La classe dirigeante n'a ni la volonté ni la capacité de faire des concessions.

Elle déverse des milliards dans la guerre en sacrifiant les dépenses sociales.

Tous ses choix mènent à une impasse criminelle en particulier ses choix guerriers en Ukraine.

L'Europe capitaliste minée par la course au profit, la concurrence et les rivalités nationales est un échec. L'Europe de la paix, l'Europe des travailleurs et des peuples, naîtra de la convergence des convulsions révolutionnaires qui font trembler le capital.

Le bulletin de vote et le mirage d'une « *révolution citoyenne* » ne barreront la route ni à Le Pen ni à la frénésie guerrière du capitalisme

Macron nous invite au calme, à « *un beau débat* » présidentiel espérant nous convaincre que choisir parmi les serviteurs du capital qui aura des pouvoirs illimités pour imposer la régression sociale et l'austérité, la dictature du Medef, serait le comble de la démocratie·

Il nous prend pour des imbéciles.

Qui a oublié que le même imposteur s'était fait élire pour faire rempart à Le Pen dont il a fait la politique pour, au final, lui ouvrir les portes de l'Élysée !

Le soulèvement du 17 octobre s'inscrit dans une prise de conscience collective depuis le mouvement des Gilets jaunes en 2018, les mouvements contre les réformes des retraites en 2019 et 2023 et la convergence des colères que nous vivons actuellement. Il tire les leçons de décennies où se sont succédé au pouvoir, séparément ou ensemble, droite et gauche avant que Macron ne prétende en faire la synthèse, ni droite ni gauche, et porte Le Pen au pouvoir ! Il reçoit en réponse la brutalité du pouvoir, confirmation que le capitalisme sénile n'a qu'un seul avenir à offrir aux jeunes et au monde du travail, une régression sociale sans fin, la récession économique, la dictature, la guerre, la crise écologique, le chaos d'un système dépassé et condamné.

Mélenchon apparaît comme le seul candidat progressiste, aux côtés de la révolte des jeunes comme des travailleur·es défendant un programme auquel il cherche à donner une cohérence globale répondant à la crise sociale et politique et qui réussit à créer une dynamique anticapitaliste malgré son propre respect du système.

Il se veut une réponse à la faillite morale et politique des classes dominantes pour les sauver d'elles-mêmes et prétend sauver le capitalisme de ses excès, de la financiarisation, de la concurrence par la guerre en réalisant un compromis avec le monde du travail !

C'est ce qui lui permet d'être en pôle-position dans cette campagne, objet de toutes les haines attisées pour justifier les ralliements à droite ou à l'extrême droite mais résistant, transformant cette hostilité en argument électoral vis-vis de la jeunesse et de la fraction du monde du travail qui veulent en découdre avec le bloc réactionnaire

et l'extrême droite. Il réussit à s'imposer, dominer la campagne pour être en position d'affronter Le Pen au second tour.

Une telle situation sera en soi un bouleversement, un moment de mobilisation politique qui préparera, dans la continuité du mouvement, les affrontements à venir pour discuter très concrètement des moyens de virer Le Pen, de conquérir la démocratie, c'est-à-dire de la lutte pour le pouvoir, un gouvernement des travailleur·es reposant sur les assemblées ouvrières et populaires sur les lieux de travail et d'étude, et d'habitation.

Cette discussion, c'est dès maintenant qu'elle nous est nécessaire, au cœur du mouvement et de ses suites, au cœur aussi de leur campagne électorale en réponse à l'agression de Macron qui intronise Le Pen-Bardella.

La politique du mouvement révolutionnaire vise dès maintenant à armer les doutes, les méfiances, les ruptures en s'appuyant sur la dynamique et la politisation en cours alors que Mélenchon, en renvoyant, lui aussi, les questions posées par la lutte à l'élection présidentielle, contribue à désarmer le mouvement, à le faire rentrer dans le rang.

Le mouvement a su donner à ses revendications et aspirations leur contenu révolutionnaire. Il a besoin de s'organiser, de se structurer en rupture avec les illusions et les rivalités électorales et électoralistes autour d'une conscience de classe, internationaliste, révolutionnaire, démocratique.

Une seule issue, l'irruption des exploité·es et des opprimé·es sur le terrain politique où se décide leur propre sort. Organisons-nous !

Oui, la révolte est mondiale comme on le voit au-delà de l'Europe avec la Tunisie, l'Inde, la Réunion, la Guadeloupe, après le Maroc, le Népal, Madagascar, le Pérou et l'Indonésie...

Partout, s'ouvre la perspective que travailleurs, femmes, jeunes, pauvres, chômeurs s'unissent et s'organisent pour mener la lutte et la conduire vers un pouvoir des travailleur·es.

Ce pouvoir s'élabore dès maintenant dans nos assemblées, en y prenant les décisions, en les faisant appliquer, en prenant en main notre lutte, en discutant de ses perspectives, de son programme.

Amplifier la lutte ouverte par la révolte des jeunes, c'est en premier lieu construire des liens, s'organiser, se coordonner dans la perspective d'en finir réellement et concrètement avec le pouvoir des milliardaires, de tous ceux qui ont conduit la société dans l'impasse dramatique actuelle.

Vers la prise en main du pouvoir par les producteurs eux-mêmes pour décider, contrôler la production, la planifier

Les leçons que chacune et chacun tirent de la décennie passée, c'est bien que nous n'avons rien à attendre d'une loi, d'un président, d'une élection, d'une quelconque réforme.

La question du pouvoir est au cœur de la lutte, qui dirige au service de quels intérêts ?

La classe capitaliste a fait faillite. Elle doit céder la place à celles et ceux qui produisent toutes les richesses et assurent quotidiennement le fonctionnement de la société seuls capables de faire vivre la démocratie, d'assurer le bien-être de toutes et tous dans un monde fondé sur la solidarité et la coopération dans le respect de la nature.

En réponse à la violence sociale, policière, politique du capital et de l'État s'unir pour défendre nos droits, la liberté et la démocratie. Faire entendre la révolte de la jeunesse et des travailleur·es dans la présidentielle

La bataille qu'exige la poursuite de notre mouvement est une bataille politique pour faire converger et s'unir ses forces militantes autour d'un programme de classe en s'émancipant des illusions électorales et parlementaires et des prétentions fumeuses du populisme de gauche. Les révolutionnaires, les militant·es du mouvement ont collectivement pour tâche de se faire les animateurs de ce travail. Ils n'ont d'autres intérêts ou objectifs que son renforcement, son succès, n'ont aucune ambition électorale et institutionnelle, ni ne cherchent à modeler le mouvement. Soucieux de faire vivre la démocratie, ils ont pour but d'aider à son auto-organisation par les assemblées générales dans les lycées, les facs, comme dans les entreprises, sur les lieux de travail où s'ouvrent les discussions sur nos perspectives communes.

L'auto-organisation, c'est aussi se constituer en parti pour changer le monde.

Assez de divisions et de rivalités, une seule campagne de classe !

La menace de l'extrême droite ainsi que l'incapacité du populisme de gauche parlementaire ou des directions syndicales engluées dans le dialogue social à la combattre rendent indispensable une telle démarche, la construction au cœur du mouvement d'un parti développant une stratégie et un programme face à la faillite du capitalisme,

susceptible d'unir le mouvement et d'aider à l'unité de la classe ouvrière autour de ses propres exigences.

Les actrices et acteurs du mouvement déjà organisé.es, leurs organisations, ont un rôle indispensable à jouer dans ce processus.

Dans la campagne de l'élection présidentielle en cours, il serait absurde que les organisations révolutionnaires donnent en spectacle leurs divisons en persistant dans leur projet de présenter trois candidatures rivales plutôt que de s'unir pour une campagne commune en lien avec toutes celles et ceux qui sont actrices et acteurs du mouvement. Travailleur·es, jeunes, déjà organisé·es ou pas, membres d'une organisation révolutionnaire, pourraient se rassembler pour formuler leurs exigences et perspectives, décider des moyens de mener leur propre campagne afin de renforcer et d'armer les prises de conscience en cours pour contribuer à la rupture avec les confusions et les illusions populistes et à la renaissance des idées du socialisme et du communisme.

Notre programme n'est pas un programme de revendications syndicales accompagnées d'une proclamation révolutionnaire mais bien un programme d'action et de lutte politique au quotidien qui combine la lutte pour nos droits et nos exigences à la lutte pour le pouvoir des travailleur·es seule perspective capable d'en finir avec la guerre économique et militaire, de répondre aux conséquences de la crise climatique et de lutter contre la crise écologique, de mettre en place un nouveau mode de production.

L'État de la bourgeoisie est incapable de devenir un instrument au service de la collectivité, il est indispensable de le placer comme les entreprises sous le contrôle des travailleur·es et de la population, de le démanteler pour lui substituer un Etat démocratique, décentralisé, trouvant sa force dans les assemblées ouvrières et populaires sur les lieux d'habitations, de travail et d'études, qui soient réellement des instruments de direction et de gestion de la vie sociale.

Cette bataille ne connaît pas de frontières, elle participe de la lutte pour des Etats-Unis socialistes d'Europe, étape vers une fédération mondiale des Etats socialistes.

Il n'y a pas d'autre voie pour mettre un terme à la catastrophe en cours et ouvrir une toute autre perspective à l'humanité.

A notre modeste niveau, nous invitons tous et toutes les militant·es à faire vivre la démocratie, à s'emparer du débat sur l'organisation et le programme dont nous avons besoin, chacune et chacun à son niveau, avec ses possibilités et ses moyens afin de donner dès maintenant et sans attendre un contenu concret, pratique et militant à ce qui n'est pas un simple slogan mais la base de notre philosophie politique, sociale, humaine : « *L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes* ».

Contribution à la discussion au sein du NPA-R,

le 15/11/2026

Démocratie révolutionnaire